

Jean-Marie Bockel

Le sénateur-maire PS de Mulhouse était l'invité de RTL mardi. Le "blairiste" est l'auteur de la motion d'orientation 4 qui sera mise au vote des 120.000 militants socialistes lors du congrès du Mans (18-20 novembre). Jean-Marie Bockel est longuement revenu sur les émeutes urbaines de Clichy-sous-Bois. Il a souhaité une entente gauche-droite sur le dossier des banlieues, qui est "une poudrière" et sur lequel "les responsabilités sont partagées."

Richard ARZT : Bonjour, Jean-Marie Bockel. Vous avez eu à Mulhouse, au début des années 90, et puis il y a trois ans, à gérer des violences urbaines. Est-ce que c'est toujours le même genre de déclenchements, le même genre de déchaînements, comparables à ce qui s'est passé en région parisienne ces jours-ci ?

Jean-Marie Bockel : Le fait déclencheur change naturellement mais le fond de l'affaire c'est que depuis bientôt 17 ans que je suis maire, les choses n'ont finalement cessé de se dégrader. C'est à dire que nous avons tout fait sur le terrain : on a expérimenté de bonnes choses qui marchent ; on a également commis des erreurs. On en a tiré les enseignements. On continue à faire beaucoup de choses ; on essaye d'ailleurs d'innover en matière notamment de liens entre sanctions et prévention et je pense que parfois les gouvernements pourraient s'inspirer du travail qu'on fait sur le terrain. Mais l'honnêteté m'oblige à dire que malgré tous ces efforts, la situation dans nos cités, enfin à Mulhouse la banlieue est dans la ville, la situation continue à se dégrader et il est normal qu'il y ait régulièrement ce type d'incidents , et à mon avis ça ne s'arrêtera pas.

Sanctions, prévention que pensez-vous du comportement de Nicolas Sarkozy ? Les mots qu'il emploie, l'insistance sur le répressif ?

Comme ministre de l'intérieur, il a forcément sa part de responsabilités. Il a dit beaucoup de choses. Il est en place depuis un certain temps mais j'observe aujourd'hui dans les déclarations des uns et des autres que l'on aime bien, en France, avant peut-être de se poser vraiment la question de quel diagnostic porte-t-on avant de voir quel remède on veut mettre en oeuvre, on aime bien trouver un responsable. Tantôt d'ailleurs Nicolas Sarkozy n'a pas échappé à ce travers par rapport à la gauche. Par contre, moi je pense que, aujourd'hui que la droite et la gauche, ont vraiment à balayer devant leur porte. Et donc je ne tomberai pas dans le piège, de dire, c'est Sarkozy qui est la cause de tout, haro sur le baudet , alors que...

Vous n'êtes pas sur la ligne d'Azouz Begag par exemple ?

Non mais ce qu'il dit mérite d'être dit, mais ça n'apporte pas la solution. Aujourd'hui on est véritablement sur une poudrière et sur une situation extrêmement grave qui, sur le terrain, continue à se dégrader ; dont les causes sont multiples. Je pense que nous devons d'abord, c'est le genre de sujet, à mon humble avis, sur lequel on pourrait, à l'instar de ce qui s'est passé dans d'autres pays européens, trouver des terrains d'entente entre la droite et la gauche. Partant déjà de l'idée que...

C'est pas exactement le point de vue du PS ?

C'est mon point de vue. Partant de l'idée que les responsabilités sur les 20 ou 30 dernières années sont largement partagées. Partant de l'idée que nous sommes sur un enjeu de cohésion sociale et de cohésion nationale ; partant de l'idée également que, apporter les vrais remèdes prendra du temps. Moi je pense, si vous voulez, que sur le plan de la sécurité prévention, les deux vont de pair ; l'idée que, à tout fait commis, il faut apporter une réponse rapide et adaptée. Sur ce terrain là il faut effectivement reprendre la main avec fermeté et humanité mais ça ne suffira pas. Il faut ensuite que,

sur, à mon avis une génération, il faut travailler dans la durée, d'où l'intérêt de terrains d'entente entre la droite et la gauche là-dessus parce que les gouvernements peuvent changer et il ne faut pas que chaque fois on invente une nouvelle politique. Il y a l'éducation, il y a la place de la famille bien entendu dans l'éducation; il y a bien sûr la prévention ; il y a également l'accès à la formation, à l'emploi ; il y a bien entendu aussi des éléments de... Vous savez, derrière ces problèmes, il y a aussi un problème d'économie souterraine autour notamment de la drogue.

Dont on ne parle pas tellement en ce moment à votre avis ?

On en parle de temps en temps, il y a des reportages mais on n'en parle pas à chaud.

Ça c'est une affaire de police ?

C'est pas seulement une affaire de police. Il y a eu une bonne idée qui a été mise en oeuvre il a quelques années, qui a été ces groupements d'intervention, qui allie à la fois le travail de la police, de la justice, de la douane.

C'est Sarkozy ça justement ?

Mais c'était une bonne idée simplement, j'en n'entend moins parler en ce moment. Donc là-dessus, il est évident que par rapport à l'économie souterraine, il faut reprendre la main, mais ça ne suffit pas, je le répète, il faut travailler dans la durée.

Une chose, dans la motion que vous présentez au Parti Socialiste, dont on va parler, vous dites qu'il est du devoir de l'Etat de redonner un sens à l'autorité de l'adulte ?

Moi j'ai créé dans ma ville une maison des parents, bien sûr en accord avec la justice parce que les parents peuvent y aller volontairement mais ça peut aussi être parfois une alternative à des mesures de sanctions, notamment en matière d'allocations familiales lorsqu'ils ne remplissent pas leur obligation parentale pour leur permettre de réapprendre leur rôle de parents.

Mais vous savez il n'y a pas une réponse, il n'y a pas un moyen ce qu'on fait trop souvent croire en France, à droite comme à gauche, c'est qu'on détient la vérité. C'est un faisceau d'éléments qu'il faut mettre en oeuvre sur 10 ou 15 ans : de l'éducation à l'emploi, en passant par l'action sociale et par la sécurité.

Jean Marie Bockel, vous présentez donc, je voulais en dire un mot, une motion au parti socialiste. Il y a la motion Hollande, la motion Fabius, la motion Montebourg et la vôtre qui s'appelle "pour un socialisme libéral". Donc vous êtes foncièrement pragmatique, anti-idéologique. Le libéralisme au courant socialiste, en un mot ?

Anti-idéologue au sens que ce qui compte c'est ce qui marche mais en même temps, je pense que la priorité du parti socialiste aujourd'hui, c'est de renouveler sa pensée. Les autres motions, on a l'impression que, elles sont basées sur un monde d'il y a 20 ou 30 ans, alors que le monde a beaucoup changé. Ma motion est une motion authentiquement de gauche, socialiste ; je veux dire je ne me laisse pas marginaliser à droite parce que simplement je dis.

On dit que vous êtes un admirateur de Tony Blair ?

Oui , enfin je suis un admirateur de tous les socio-démocrates européens y compris Tony Blair qui ont réussi à renouveler la pensée de leur parti qui ont réussi sur le terrain à

surmonter la crise qu'ont traversé leur pays. Aujourd'hui la France ne va pas bien. Dans le domaine de l'emploi, il y a une crise économique, politique, sociale et les vieilles recettes ne fonctionnent pas. Il faut marcher sur deux pieds : à la fois l'économie. Bien sûr l'emploi aussi. Nous ne devons pas être constamment, je dirais, sur la défensive par rapport au marché et bien entendu réinventer le modèle social français.

Juste un mot, juste un mot.

Et ça, ça passera par la réforme.

Juste un mot en 15 secondes. EDF ouverture du capital, vous êtes pour ?

Dans ma motion, je l'évoque donc je ne vais pas aujourd'hui changer d'avis. Simplement on peut ouvrir le capital et garder les missions de service public. Ce qu'il faut, c'est un réformisme de gauche, c'est bien mieux que le réformisme de droite à ne rien faire, c'est le risque que nous prenons en France.

Merci Jean Marie Bockel. Je rappelle que vous êtes sénateur maire de Mulhouse et auteur d'un texte de motion pour le congrès du Parti Socialiste